

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :  
 Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
 Par porteur ou par la poste.  
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
 Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

- 10 juin — Décret réglementant dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française, la fabrication, l'importation, la vente et la consommation de boissons alcooliques. (Arrêté de promulgation n° 509 Cab. du 10 septembre 1942) 580
- 16 juin — Décret modifiant certaines dispositions de l'article 91 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et accessoires de solde des fonctionnaires coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 523 Cab. du 22 septembre 1942) 583
- 4 juillet — Arrêté ministériel créant un comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc africain et en fixant l'organisation et les attributions 583
- 16 juillet — Décret relatif au statut de la magistrature coloniale pendant la période de guerre. (Arrêté de promulgation n° 510 Cab. du 10 septembre 1942) 584
- 16 juillet — Décret portant modification de l'article 2 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation n° 510 Cab. du 10 septembre 1942) 584
- 16 juillet — Loi complétant l'article 112 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 526 Cab. du 23 septembre 1942) 584
- 24 juillet — Décret modifiant la réglementation minière dans les colonies et territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française. (Arrêté de promulgation n° 511 Cab. du 11 septembre 1942) 584

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1942

- 22 août — N° 2931 s. e. — Arrêté général fixant les conditions d'application dans les territoires dépendant du Haut-Commissariat de l'Afrique française du décret du 10 juin 1942 sur l'alcoolisme 584
- 3 septembre — N° 3035 D. G. F. D. — Arrêté général prescrivant la déclaration des bijoux d'or non revêtus d'un poinçon de garantie destinés à être exportés. (Arrêté de promulgation n° 517 Cab. du 18 septembre 1942) 585

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 2 septembre — N° 629/D. N. — Arrêté sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation. 586
- 1942
- 22 mai — N° 294 F. — Arrêté instituant une indemnité dite « Indemnité spéciale de charges » 588
- 8 septembre — N° 504 A. P. A. — Arrêté portant institution d'une commission de surveillance des prisons où sont détenus les individus de statut européen. 588
- 8 septembre — N° 505 E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 portant création du cours supérieur d'enseignement. 588
- 10 septembre — N° 508 A. E. — Arrêté fixant pour le kapoek, campagne 1941-1942, les prix d'achat maxima et minima à payer aux producteurs. 589
- 10 septembre — N° 657 E. — Décision autorisant les élèves des cours supérieurs à suivre un stage de travaux pratiques dans les différents services techniques du territoire. 589
- 14 septembre — N° 679 F./Pel. — Décision déterminant le nombre de places mises au concours en 1942 dans le cadre local des instituteurs et fixant la date dudit concours. 589

14 septembre	—	N° 680 A. E. — Décision portant désignation du fonctionnaire chargé du contrôle et de la surveillance de la caisse de péréquation des transports.	589
14 septembre	—	N° 681 A. E. — Décision modifiant la décision n° 220 du 23 mars 1942 désignant un fonctionnaire chargé d'exercer le droit de préemption de l'autorité administrative dans les ventes aux enchères ou à cri public.	590
15 septembre	—	N° 512 T. P. — Arrêté réglementant à nouveau la circulation, la détention, l'utilisation et la mise en vente des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs.	587
15 septembre	—	N° 513 T. P. — Arrêté valant règlement pour la fixation du prix de cession de l'huile végétale lubrifiante pour moteurs à explosion fabriquée par le C. F. T.	590
16 septembre	—	N° 515 B. M. — Arrêté fixant les tarifs des soldes et accessoires des gardes cercles du Togo.	590
17 septembre	—	N° 516 A. P. A. — Arrêté portant création d'une brigade de gendarmerie au Togo.	590
19 septembre	—	N° 519 T. P. — Arrêté sur le recensement, la circulation et la vente des véhicules automobiles.	591
19 septembre	—	N° 520 T. P. — Arrêté définissant les modalités des véhicules automobiles réquisitionnés en vue d'assurer la satisfaction des besoins économiques généraux de la métropole et des colonies.	591
19 septembre	—	N° 521 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 466 A. E. du 26 août 1942 portant interdiction de la sortie des produits vivriers de la zone Nord du Togo.	592
24 septembre	—	N° 528 P. — Arrêté fixant la nomenclature des bureaux et postes de douane, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts.	592
24 septembre	—	N° 701 T. P. — Décision fixant la date des grandes vacances et des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé.	593
26 septembre	—	N° 531 A. E. — Arrêté fixant certaines modalités de la vente en boutique des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique.	593
Personnel			594
Divers			594

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942			
23 mai	—	Arrêté interministériel sur les conditions d'accès des agents forestiers des cadres locaux au cadre général des eaux et forêts des colonies.	595

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de recrutement de gardes frontières	597
--	-----

REFERENCE au Journal officiel de l'A. O. F.

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942			
17 juin	—	Décret n° 1837 relatif à la création du « Brevet de hautes études d'administration musulmane » et abrogeant le décret du 30 novembre 1936 modifié par le décret du 13 janvier 1938. (Numéro du 29 août 1942 — page 729)	
29 juin	—	Loi n° 655 relative à la discipline de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire. (Numéro du 5 septembre 1942 — page 750)	

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1942			
22 août	—	N° 2912 A. P. — Arrêté portant organisation du service de la jeunesse rattaché à la direction générale des affaires politiques, administratives et sociales. — Page 750.	

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Boissons alcooliques

N° 509/Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

10 septembre 1942. — Est promulgué au Togo, le décret du 10 juin 1942 réglementant dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique Française, la fabrication, l'importation, la vente et la consommation des boissons alcooliques.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 24 septembre 1941 modifiant la loi du 23 août 1940 contre l'alcoolisme;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

#### TITRE PREMIER

#### RESTRICTION A LA CONSOMMATION DES BOISSONS ALCOOLIQUES

ARTICLE PREMIER. — Les boissons sont, en vue de la réglementation de leur importation, de leur fabrication, de leur mise en vente et de leur consommation, réparties en cinq groupes.

#### Boissons non alcooliques

1<sup>o</sup> — Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc.

#### Boissons alcooliques

2<sup>o</sup> — Boissons fermentées non distillées, savoir : le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée et les boissons naturelles fermentées non distillées de fabrication indigène ;

3° — Vins doux naturels autres que ceux appartenant au groupe 2, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et de liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises ne titrant pas plus de 18° d'alcool pur;

4° — Les rhums, les tafias et les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés ou fruits et ne supportant aucune addition d'essence;

5° — Toutes les autres boissons alcooliques.

ART. 2. — La fabrication des boissons alcooliques des troisième, quatrième et cinquième groupes est interdite dans les territoires relevant du haut commissariat de l'Afrique française.

Toute personne ou toute entreprise se livrant à l'importation d'une boisson alcoolique du troisième, du quatrième ou du cinquième groupe doit, préalablement à la mise en vente ou à l'offre à titre gratuit de cette boisson, adresser, en double exemplaire, à l'inspection générale des services sanitaires et médicaux à Dakar une déclaration indiquant, avec son nom et son adresse, le nom de la boisson, sa composition et l'usage, apéritif ou digestif, auquel elle est destinée.

Toutefois, cette déclaration n'est pas exigée pour les boissons alcooliques originaires de France ou d'un territoire dépendant de l'autorité française lorsque l'importateur justifie qu'elles ont déjà été soumises dans leur pays d'origine aux formalités prescrites par l'article 2 de la loi du 24 septembre 1941.

Aucune modification ne peut être apportée à la composition d'une boisson déclarée ou à son mode de fabrication si elle n'a fait préalablement l'objet d'une déclaration dans les mêmes formes.

La même boisson ne peut être déclarée à la fois comme apéritif et comme digestif.

Après examen des déclarations, l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux peut prescrire la saisie, en ce qui concerne l'importation, et le blocage, pour les dépôts intérieurs, de toutes boissons dont la composition ou l'usage qui doit en être fait ne serait pas conforme aux prescriptions du présent décret.

ART. 3. — Aucune des boissons appartenant aux troisième, quatrième et cinquième groupes ne peut être livrée par le fabricant ou l'importateur, détenue, transportée, mise en vente, vendue ou offerte, à titre gratuit, si elle ne porte sur l'étiquette, avec sa dénomination, le nom et l'adresse du fabricant ou de l'importateur, ainsi que le qualificatif de digestif ou celui d'apéritif.

Ce qualificatif doit être reproduit sur les factures et circulaires, sur les tableaux apposés dans les débits pour annoncer le prix des consommations et sur les affiches intérieures autorisées par l'article 9 ci-après.

Il est interdit d'y joindre aucune qualification ni aucun commentaire tendant à présenter la boisson comme possédant une valeur hygiénique ou médicale.

Un délai d'un an à compter de la date de la publication du présent décret aux journaux officiels des territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française est accordé aux détaillants et débiteurs pour se mettre en règle avec le présent article.

ART. 4. — Sont interdites, sauf en vue de l'exportation, l'importation, la détention et la circulation en vue de la vente, la mise en vente, la vente et l'offre à titre gratuit ainsi que la consommation :

1° — De toutes les boissons dites « apéritives » à base d'alcool ;

2° — Des boissons « apéritives » à base de vin :

a) Qui titrent plus de 18 degrés d'alcool ;

b) Qui comportent une teneur totale en essence supérieure à un demi-gramme par litre ;

c) Qui tombent sous le coup des dispositions légales ou réglementaires interdisant l'emploi de certaines essences ou produits ou le prohibant au delà d'une certaine teneur ;

3° — De toutes boissons dites « digestives » du troisième ou cinquième groupe :

a) Qui comportent une teneur en essence supérieure à un demi-gramme par litre ;

b) Qui contiennent des essences ou produits prohibés par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

ART. 5. — Des arrêtés du gouverneur général haut-commissaire, pris en conseil de gouvernement ou en commission permanente de ce conseil, pourront étendre l'interdiction formulée à l'article précédent à toutes boissons alcooliques des groupes 2, 3, 4 et 5 qui seraient jugées particulièrement nocives pour la santé.

ART. 6. — Est interdite l'importation par des personnes autres que les pharmaciens des produits et essences pouvant servir à la fabrication des boissons alcooliques tels que les essences d'anis, de badiane, de fenouil, d'hysope, d'anéthol.

La vente de ces produits sur le marché intérieur ne peut avoir lieu que :

1° — Sur ordonnances médicales et, sous réserve de l'inscription de ces ventes sur les registres d'ordonnances dans les formes prescrites notamment par le décret du 26 janvier 1926 (art. 20) pour l'Afrique occidentale française et le décret du 4 mai 1928 (art. 20) pour le Togo ;

2° — Sur autorisation du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 7. — Aucune boisson du troisième, du quatrième ou du cinquième groupe ne peut être consommée dans les débits de boissons et autres lieux ouverts au public les mardi, jeudi et samedi toute la journée.

Celles qui sont déclarées apéritives ne peuvent être consommées les jours autorisés qu'entre onze et treize heures et entre dix-huit et vingt heures.

Celles qui sont déclarées digestives ne peuvent, les jours autorisés, si elles ne sont servies à l'issue des principaux repas et comme accessoires de la nourriture, être consommées qu'entre treize et quinze heures et entre vingt et vingt-deux heures.

ART. 8. — Il est interdit, dans les débits de boissons et autres lieux publics et à quelque jour ou heure que ce soit, de vendre ou d'offrir gratuitement à des mineurs de moins de vingt ans des boissons des troisième, quatrième ou cinquième groupes.

ART. 9. — Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, en faveur des boissons du troisième et du cinquième groupes, apéritives ou non, est interdite sans qu'aucune distinction soit faite à cet égard entre celles dont la vente et la consommation sont interdites et celles pour lesquelles elles demeurent permises. Demeurent toutefois autorisés :

1° — L'envoi aux détaillants et débiteurs de boissons par les importateurs, fabricants et entrepositaires, de circulaires commerciales indiquant les caractéristiques des produits qu'ils vendent et les conditions de la vente ;

2<sup>o</sup> — L'affichage, à l'intérieur des débits de boissons et autres lieux de consommation, des noms des boissons autorisées avec leur composition, le nom et l'adresse du fabricant et leur prix, à l'exclusion de toute qualification et notamment de celles qui tiendraient à les présenter comme possédant une valeur hygiénique ou médicale ;

3<sup>o</sup> — L'inscription sur les voitures, utilisées pour les opérations normales de livraison de boissons, du nom et de l'adresse du fabricant et de la désignation des produits à l'exclusion de toute autre indication.

Des arrêtés du gouverneur général, haut-commissaire, détermineront les limites dans lesquelles pourront continuer à être utilisés et, éventuellement, distribués les objets usuels revêtus d'une formule publicitaire ainsi que le délai qui sera imparti aux intéressés pour l'enlèvement ou l'effacement des publicités murales ou des panneaux.

## TITRE II

### RÉPRESSION DES INFRACTIONS

ART. 10. — Quiconque aura fabriqué ou quiconque aura importé, sans avoir fait la déclaration prévue à l'article 2 des boissons alcooliques du troisième, du quatrième ou du cinquième groupe qu'il aura mis en circulation ou en vente, sera puni d'une amende de 10.000 à 100.000 francs.

La même peine sera appliquée aux importateurs qui auront livré lesdites boissons à la circulation ou à la vente sous des conditionnements non revêtus des indications imposées à l'article 3 ou qui auront fait figurer sur ces conditionnements les qualifications interdites par ledit article.

Les entrepositaires, non importateurs, et les détaillants qui auront mis en vente ou offert à titre gratuit des boissons alcooliques dont l'étiquette ne portera pas les indications requises ou portera des indications interdites seront passibles d'une amende de 10 à 150 francs.

ART. 11. — Quiconque aura fabriqué ou quiconque, sauf en vue de l'exportation, aura importé, détenu ou mis en circulation en vue de la vente, mis en vente ou offert à titre gratuit des boissons interdites à l'article 3 du présent décret ou en vertu de l'article 5 sera puni d'une amende de 50.000 à 200.000 francs sans préjudice éventuellement pour les infractions relevées à l'importation ou à l'exportation par le service des douanes, des peines prévues aux décrets douaniers pour l'importation ou l'exportation de marchandises prohibées.

Toutefois, pour les personnes qui se seront livrées seulement à la vente au détail, l'amende ne sera que de 1.000 à 20.000 francs.

En cas de récidive, le minimum et le maximum des peines ci-dessus seront doublés.

Dans tous les cas, la confiscation des produits interdits ou illicites sera prononcée.

Quiconque aura consommé des boissons interdites à l'article 4 susvisé ou par application de l'article 5 du présent décret, sera puni d'une amende de 10 à 1.000 francs.

ART. 12. — Tout importateur d'essences pouvant servir à la fabrication des boissons alcooliques, qui aura vendu ou offert à titre gratuit, des essences à toute personne autres que celles autorisées par l'article 6 sera puni d'une amende de 10.000 à 50.000 frs. sans préjudice pour l'importateur non titulaire de l'autorisation réglementaire des pénalités douanières prévues pour importation de marchandises prohibées.

Tout pharmacien qui aura délivré lesdits produits sans une ordonnance médicale sera passible d'une amende de 5.000 à 20.000 francs.

En cas de récidive, le minimum et le maximum des peines prévues par le présent article seront portés au double.

ART. 13. — Tout débitant de boissons qui aura vendu ou offert, à titre gratuit, pour être consommées sur place, des boissons alcooliques, dans les conditions interdites par les articles 7 et 8, sera puni d'une amende de 10.000 à 50.000 francs.

En cas de récidive, le minimum et le maximum de ces peines seront portés au double.

Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des boissons alcooliques à un mineur de moins de vingt ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du consommateur ; s'il fait cette preuve, aucune pénalité ne lui sera appliquée de ce chef.

ART. 14. — Tout importateur, entrepositaire, négociant en boissons, qui aura effectué, fait effectuer ou maintenu une publicité interdite par l'article 9 sera passible d'une amende de 10.000 à 100.000 francs.

Les mêmes peines sont applicables aux entrepreneurs en publicité, courtiers en publicité, annonceurs qui auront effectué, continué d'effectuer ou maintenu une pareille publicité.

Dans les deux cas, le tribunal ordonnera s'il y a lieu l'enlèvement de la publicité interdite aux frais des contrevenants.

Quiconque aura fabriqué ou distribué des objets publicitaires contrairement aux dispositions de l'article 9 sera puni d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Quiconque, sans être entrepreneur de publicité, courtier en publicité, afficheur ou fabricant d'objets de publicité, aura fait usage des publicités interdites, sera puni d'une amende de 10 à 150 francs.

ART. 15. — Toute infraction aux dispositions du présent décret présentant le caractère d'un délit pourra entraîner, indépendamment de la peine principale, la fermeture temporaire pour une durée d'un mois à un an ou définitive du débit de boissons où elle a été commise.

La fermeture sera prononcée par le tribunal correctionnel qui pourra, en outre, interdire au débitant l'exercice de sa profession, soit à titre temporaire pour une durée d'un mois à cinq ans, soit à titre définitif.

De plus, le tribunal qui prononcera, accessoirement à la peine principale, la fermeture temporaire ou définitive d'un établissement fixera également la durée pendant laquelle le délinquant devra continuer à payer à son personnel les salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Pour le personnel rémunéré en tout ou partie par des pourboires, le tribunal évaluera le montant de ces pourboires.

ART. 16. — Dans tous les cas visés aux articles précédents, les délinquants pourront être interdits des droits mentionnés à l'article 42 du code pénal pour une durée d'un an au moins et de cinq ans au plus.

### DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 17. — Les visites et vérifications prévues pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales ou fraudes fiscales peuvent être opérées dans tous les débits de boissons quels que soient les lieux où ces derniers sont exploités.

ART. 18. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront déférées soit aux tribunaux français, soit aux tribunaux indigènes suivant les règles générales de compétence.

ART. 19. — Le présent décret abroge et remplace les décrets du 16 mai 1941 contre l'alcoolisme et du 15 mai 1921 ainsi que toutes dispositions contraires. Demeurent toutefois en vigueur les mesures restrictives édictées par les décrets des 15 mars 1917 et 5 juin 1926 sur la consommation des alcools en Mauritanie.

ART. 20. — Un arrêté du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, en conseil de gouvernement ou en commission permanente du dit conseil, fixera les conditions d'application du présent décret.

ART. 21. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* des territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

Fait à Vichy, le 10 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Jules BRÉVIÉ.

#### **Solde et accessoires de solde**

N° 523 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

22 septembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 16 juin 1942 modifiant certaines dispositions de l'article 91 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et accessoires de solde des fonctionnaires coloniaux.

*Voir texte décret du 16 juin 1942 précité au J. O. A. O. F. du 5 septembre 1942 — page 750.*

#### **Comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc africain**

##### **LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,**

- Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation générale de la nation en temps de guerre;

- Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 aux colonies;

##### **ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'exportation de la production africaine de caoutchouc est réglementée par les dispositions ci-après.

ART. 2. — Un comptoir de répartition et de conditionnement du caoutchouc, assisté d'agences et de représentants locaux désignés par lui, est, après l'avoir en tant que de besoin reconditionnée, chargé d'assurer l'exportation de toute la production locale du caoutchouc pour toute la durée des conventions d'achat passées entre le comité d'organisation des producteurs de caoutchouc, gommés et résines, et le groupement d'importation du caoutchouc.

Le siège de ce comptoir est à Paris.

Il est investi de la personnalité civile.

ART. 3. — Le comptoir est administré par un conseil d'administration composé comme suit :

a) Un président qui sera le président du comité d'organisation des producteurs de caoutchouc, gommés et résines, ou son délégué;

b) Deux membres désignés par le président du comité d'organisation des producteurs de caoutchouc, gommés et résines;

c) Deux membres désignés par le président du comité d'organisation du commerce colonial, section africaine;

d) Le commissaire du gouvernement auprès du comité d'organisation de la production agricole et forestière coloniale qui représentera le secrétaire d'Etat aux colonies auprès du comptoir dont il contrôlera les opérations.

ART. 4. — Le comptoir de répartition créera sous son contrôle en Afrique française autant d'agences ou nommera autant de représentants locaux qu'il lui apparaîtra nécessaire.

Les producteurs ou détenteurs de caoutchouc seront tenus de mettre tout leur caoutchouc à la disposition du comptoir.

ART. 5. — Les livraisons des producteurs ou détenteurs de caoutchouc s'effectueront aux agences ou représentants locaux du comptoir par l'entremise de correspondants agréés auxquels il aura été délivré des licences d'achat. Ces correspondants pourront être soit des producteurs personnellement agréés, soit des commerçants désignés par le comptoir.

ART. 6. — Le comptoir, par l'intermédiaire de ses agents et représentants, sera tenu de recevoir et d'entreposer tous les lots de caoutchouc qui lui seront livrés.

Le règlement par le comptoir aux correspondants agréés sera effectué soit intégralement à la livraison loco-magasin, soit par un acompte des trois quarts au minimum à la livraison loco-magasin qui sera complétée par un ajustement final semestriel.

ART. 7. — Les correspondants agréés par le comptoir devront livrer du caoutchouc présenté et préparé conformément aux dispositions des arrêtés d'application qui seront pris à ce sujet dans les colonies intéressées. Ils seront responsables des qualités livrées et supporteront les risques habituels inhérents au commerce du caoutchouc, sans pouvoir exercer de recours contre les producteurs et détenteurs, et ceci jusqu'à réception loco-magasin par le comptoir.

ART. 8. — Le caoutchouc livré dans les magasins du comptoir ou dans ceux agréés par l'organisme de répartition sera affecté, d'une manière générale et autant que possible par ordre chronologique d'entrée, aux marchés passés par le comptoir en cours d'exécution ou à venir, mais aucun correspondant agréé n'aura droit à prétendre que son caoutchouc soit affecté de préférence à tel ou tel marché.

ART. 9. — Le comptoir ne doit faire aucun bénéfice.

Toutefois, il est autorisé, en vue de faire face aux dépenses nécessitées par son fonctionnement, à percevoir pour la présente campagne une redevance dont le montant est fixé à un franc par kilogramme de caoutchouc pris en charge. En contre-partie, le comptoir supportera l'intégralité de ses dépenses de fonctionnement, non compris tous les frais après la réception loco-magasin qui sont à la charge exclusive des acheteurs.

En fin de campagne, si le montant des redevances dépasse le total des dépenses, l'excédent restera acquis au comptoir; dans le cas contraire, il sera procédé à un relèvement du taux de la redevance affectant les ventes de la campagne suivante.

ART. 10. — Le paiement des tonnages livrés sera effectué par le comptoir de répartition de façon uniforme pour tous les correspondants agréés, compte tenu des barèmes relatifs aux différentes catégories

ou qualité de caoutchouc, quels que soient les marchés auxquels leur caoutchouc aura été affecté.

Les prix seront déterminés, pour chaque catégorie, ou qualité de caoutchouc, par période semestrielle.

ART. 11. — Les correspondants agréés par le comptoir de répartition fourniront avant le 5 de chaque mois leurs prévisions de livraison loco-magasin pour le mois suivant, ainsi que la situation des stocks existant dans leurs propres magasins en fin du mois écoulé.

Dans le cas où les correspondants agréés n'exécuteraient pas leurs engagements de livraison, réquisition de leur stock sera demandée au gouverneur de chaque territoire intéressé, sur l'initiative du conseil d'administration du comptoir de répartition.

ART. 12. — Le groupement professionnel du commerce colonial (section exportateurs Afrique occidentale française) sera le mandataire du comptoir de répartition du caoutchouc pour toutes les opérations d'exportation de ce produit.

ART. 13. — Les modalités de fonctionnement du comptoir de répartition du caoutchouc non déterminées au présent arrêté feront l'objet de décisions du conseil d'administration qui ne seront exécutoires qu'après approbation du commissaire du gouvernement.

Fait à Vichy, le 4 juillet 1942.

Jules BRÉVIE.

#### Magistrature coloniale

N° 510 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

10 septembre 1942. — Sont promulgués dans le territoire du Togo, les deux décrets du 16 juillet 1942 relatifs au statut de la magistrature coloniale.

Voir textes décrets du 16 juillet 1942 susvisés au J. O. A. O. F. n° 2015 du 29 août 1942 — page 731.

#### Code de justice militaire

N° 526 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

23 septembre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 16 juillet 1942 complétant l'article 112 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Voir texte loi du 16 juillet 1942 susvisée au J. O. A. O. F. du 12 septembre 1942, page 774.

#### Réglementation minière

N° 511 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

11 septembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 24 juillet 1942 modifiant la réglementation minière dans les colonies et territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'État aux colonies;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 23 décembre 1934 portant réglementation minière en Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 12 juillet 1941;

Vu les décrets des 26 octobre 1927 et 28 juillet 1938 portant réglementation minière au Togo et les textes qui les ont modifiés;

Vu le décret du 13 octobre 1933 portant réglementation minière en Afrique équatoriale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 5 février 1935 portant réglementation minière au Cameroun et les textes qui l'ont modifié;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 138 des décrets des 13 octobre 1933, 23 décembre 1934 et 5 février 1935 portant respectivement réglementation minière en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française et au Cameroun et l'article 2 du décret du 28 juillet 1938 portant réglementation minière au Togo sont complétés ainsi qu'il suit :

« Toutefois, pour ces mêmes territoires ou régions, « le haut-commissaire de l'Afrique française pourra, « après avis du chef du territoire, accorder, par un, « arrêté pris en conseil de gouvernement ou en commission permanente, des permis de recherche tels « qu'ils sont définis par la réglementation minière « propre à chaque fédération ou territoire ».

« L'arrêté attributif stipulera les obligations des « travaux de recherche ou d'exploitation auxquelles « seront soumis, sous peine de déchéance, ces permis « de recherche ainsi que les permis d'exploitation ou « les concessions qui en dériveront ».

« La délivrance de ces permis de recherche pourra « être refusée par le haut-commissaire de l'Afrique « française sans qu'il soit nécessaire de faire connaître le motif du refus; le refus sera notifié à « l'intéressé ».

« Sauf pour l'Etat français, les gouvernements généraux, les colonies et territoires dépendant du « Haut-Commissariat de l'Afrique française ainsi que « pour les organismes publics spécialement habilités « à cet effet, la superficie totale détenue simultanément par une même personne pour ces permis de « recherche ou les permis d'exploitation ou concessions « en dérivant ne pourra excéder 500 kms<sup>2</sup> ».

ART. 2. — Le secrétaire d'État aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de l'Etat français, des gouvernements généraux et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'État aux colonies.

Fait à Vichy, le 24 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
Le secrétaire d'Etat aux colonies,

BRÉVIE.

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Boissons alcooliques

ARRETE N° 2931 S. E. du 22 août 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la convention sur le régime des spiritueux en Afrique signée à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919;

Vu la loi du 17 juillet 1922 interdisant la fabrication, la vente et la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires; ensemble le décret du 24 octobre 1922 et les textes modificatifs subséquents fixant les caractéristiques des liqueurs similaires d'absinthe;

Vu le décret du 10 juin 1942 réglementant la fabrication, l'importation, la vente et la consommation des boissons alcooliques en Afrique française;

Vu les décrets réglementant le fonctionnement des services des douanes en Afrique occidentale française et au Togo;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont interdites dans les territoires relevant de l'autorité du haut-commissaire de l'Afrique française, sauf en vue de l'exportation, l'importation, la détention, la circulation en vue de la vente, la mise en vente, la vente et l'offre à titre gratuit ainsi que la consommation :

a) De toutes les boissons énumérées à l'article 4 du décret du 10 juin 1942;

b) Des boissons suivantes qui sont réputées « alcools de traite » :

1<sup>o</sup> — Boissons alcooliques de toute nature titrant 65° et plus;

2<sup>o</sup> — Boissons alcooliques de toute nature et de tout degré contenant un alcool autre que l'alcool éthylique;

3<sup>o</sup> — Boissons alcooliques de toute nature et de tout degré additionnées de stupéfiants (cocaïne, haschich, opium et leurs dérivés, etc...) ainsi que d'essences ou produits chimiques reconnus nocifs (thuyone, badiane, aldéhyde benzoïque, éthers salicyliques, hysope, absinthe, etc...); notamment de l'absinthe et des liqueurs similaires d'absinthe définies par le décret du 7 avril 1938;

4<sup>o</sup> — Alcools de menthe titrant moins de 85° ou ceux titrant 85° ou plus comportant addition de produits synthétiques;

5<sup>o</sup> — Alcools d'industrie ou de rétrocession additionnés d'essences parfumées (de citron, de bergamote, de cedrat ou autres) dans une proportion inférieure à 15 grammes par litre.

ART. 2. — Dans le délai de 5 jours qui suivra la date d'application du présent arrêté tout commerçant ou dépositaire, détenteur des alcools des catégories définies à l'article premier sera tenu de déclarer au maire, administrateur-maire, commandant de cercle ou chef de subdivision de sa résidence, les quantités existant à la date d'application du présent arrêté, à l'exclusion toutefois de celles se trouvant encore sous la surveillance du service des douanes. Les déclarations devront porter tous les renseignements nécessaires afin de pouvoir identifier les stocks (nature des produits, marque, emballage, degré, nombre et capacité des récipients, litrage, etc...), ainsi que le lieu d'entreposage.

Toute fausse déclaration de stock, ainsi que toute diminution des stocks existants non justifiée par une exportation ou une réexportation, sera passible des peines prévues par le décret du 10 juin 1942.

ART. 3. — Les agents des douanes, les agents du service de la répression des fraudes, les commissaires de police ainsi que tous officiers ou fonctionnaires détenant des pouvoirs d'officiers de police judiciaire sont habilités à constater les infractions aux dispositions du 10 juin 1942 et à celles du présent arrêté.

Ils peuvent opérer des visites et vérifications dans tous les débits de boissons, quels que soient les lieux où ces derniers sont exploités ainsi que dans les locaux où sont entreposés les stocks déclarés conformément aux dispositions de l'article 2.

ART. 4. — Les agents chargés de la répression peuvent prélever des échantillons sur les boissons alcoo-

liques importées, détenues, mises en circulation en vue de la vente, mises en vente, vendues, offertes à titre gratuit ou consommées pour les soumettre soit à un laboratoire ressortissant au service de la répression des fraudes, soit à tout autre laboratoire officiel désigné par le gouverneur de la colonie ou chef de territoire.

Le résultat des analyses est tenu pour définitif.

ART. 5. — L'échantillon prélevé ne doit pas dépasser un litre au maximum pour chaque opération; la valeur de cet échantillon n'est en aucun cas remboursée.

Les échantillons destinés à l'analyse sont prélevés en présence du propriétaire ou d'un de ses représentants.

Ils sont scellés par l'apposition des cachets du propriétaire (ou de son représentant) et du service ayant effectué le prélèvement.

Toutefois, si le propriétaire ou son représentant en fait la demande le cachet du service peut être seul apposé. Le procès-verbal doit faire mention de cette demande.

Ils sont en outre revêtus d'une étiquette portant les noms du service et des agents ayant effectué le prélèvement, le nom du propriétaire, la date et la nature du liquide à analyser.

Ils sont adressés au laboratoire accompagnés d'un exemplaire du procès-verbal de prélèvement établi en double sur papier libre et mentionnant toutes indications utiles pour identifier les lots dont ils font partie. Ce procès-verbal porte l'empreinte des cachets apposés sur les échantillons. Le cas échéant, le refus du propriétaire d'assister au prélèvement ou d'apposer son cachet sera mentionné sur le procès-verbal.

L'envoi au laboratoire sera accompagné d'un titre donnant les indications susceptibles d'éclairer le chimiste et indiquant, en particulier, le point sur lequel devra porter principalement l'analyse.

ART. 6. — Est et demeure abrogé l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1941 définissant les alcools de traite et les boissons alcooliques prohibés en Afrique occidentale française. Continueront toutefois à être habilités à effectuer les analyses prévues à l'article 5 ci-dessus les laboratoires désignés par les gouverneurs conformément à la réglementation antérieure.

ART. 7. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 août 1942.

P. BOISSON.

#### Bijoux d'or

N<sup>o</sup> 517 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

18 septembre 1942. — Est promulgué au Togo l'arrêté général n<sup>o</sup> 3035 D. G. F. D. en date du 3 septembre 1942 du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française prescrivant la déclaration des bijoux d'or non revêtus d'un poinçon de garantie destinés à être exportés.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ARRETE N° 3035 D. G. F. D. du 3 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE  
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F. et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 20 mai 1940 fixant les conditions d'application aux colonies du décret-loi du 9 septembre 1940;

Vu les instructions ministérielles des 14 septembre et 14 octobre 1939 donnant délégation au gouverneur général pour accorder les autorisations prévues par le décret du 9 septembre 1939;

Vu l'arrêté 1535 T. P. du 30 avril 1941 codifiant en A. O. F. la réglementation relative à la détention, au commerce et à la circulation de l'or;

Vu l'arrêté du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en Afrique occidentale française des lois, décrets, arrêtés et règlements émanant du pouvoir central ou du gouvernement général;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne physique ou morale, propriétaire à la date d'application du présent arrêté de bijoux d'or non revêtus d'un poinçon de garantie et destinés à être exportés, est tenue d'en faire la déclaration dans les dix jours qui suivront la date d'affichage du présent texte dans les chefs-lieux des colonies, des cercles et des subdivisions, et dans les communes et communes-mixtes.

Les déclarations donneront le détail de ces bijoux leurs caractéristiques et leur poids. Elles seront établies en deux exemplaires et remises au commandant de cercle ou chef de subdivision, à l'administrateur-maire ou au maire qui pourront exiger la présentation matérielle des bijoux. Un exemplaire de la déclaration sera rendu à l'intéressé après visa de l'autorité administrative précitée.

Toute personne arrivant en A. O. F. sera tenue de faire une déclaration analogue lors de son passage en douane.

ART. 2. — Les bijoux non revêtus d'un poinçon de garantie ne peuvent être exportés sans une autorisation délivrée conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 30 avril 1941 modifié le 19 septembre 1941. Les demandes d'autorisation d'exportation doivent être accompagnées de l'exemplaire de la déclaration de détention prévue à l'article 1<sup>er</sup> et remise au déclarant.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions précédentes, seront dispensés de faire la déclaration prévue à l'article 1<sup>er</sup> et pourront exporter leurs bijoux sans l'autorisation prévue à l'article 2, les personnes pour lesquelles le poids des bijoux détenus ne dépassera pas 100 grammes pour une personne seule ou 200 grammes pour une famille (quel que soit le nombre des membres de la famille) sous réserve :

1° — Que le poids de chaque bijou ne dépasse pas les maxima ci-après :

Alliance . . . . .	6 grammes;
Bagues de toutes sortes . . . . .	10 grammes
(chevalières, etc. . .)	
Boucles d'oreilles (la paire) . . . . .	15 grammes;
Ornements divers . . . . .	15 grammes;
Colliers, pendentifs, bracelets chaînes . . . . .	30 grammes;

2° — Que ces bijoux soient de travail soigné;

3° — Que leur exportation ne revête pas un caractère commercial.

Seront également dispensés de l'autorisation de sortie les personnes qui pourront présenter au service des douanes lors de l'exportation une déclaration souscrite à l'entrée justifiant de l'importation antérieure.

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié et affiché. Il sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 3 septembre 1942.

Pour le gouverneur général absent,  
le gouverneur des colonies, secrétaire général p. i.  
du gouvernement général, chargé de l'expédition  
des affaires courantes et urgentes,  
CHAPOULIE.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Carburants et lubrifiants

ARRETE N° 629 D. N. du 2 septembre 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 19 novembre 1935 fixant les conditions de réglementation des réquisitions militaires aux colonies;

Vu les arrêtés locaux du 27 août et 2 septembre 1939, pris en application du décret susvisé;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout détenteur de combustibles liquides ou d'huiles de graissage pour moteurs, en quantités supérieures à vingt litres pour les combustibles liquides et à dix litres pour les huiles de graissage, est tenu d'en faire la déclaration aux bureaux du cercle ou de la subdivision dès la promulgation du présent arrêté, et au plus tard le 4 septembre 1939 à 12 heures.

Des déclarations analogues seront faites ultérieurement par les mêmes personnes, le premier de chaque mois.

ART. 2. — A compter de la notification au public du présent arrêté, la détention, la cession, l'utilisation et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs sont soumis aux restrictions et réglementations indiquées aux articles ci-après.

ART. 3. — L'embargo est mis pour le compte du Territoire sur tous les stocks de combustibles liquides et huiles de graissage détenus à un titre quelconque par des entreprises ou établissements privés ou des particuliers. Les détenteurs sont considérés comme entrepositaires pour le compte de l'autorité administrative et sont responsables vis-à-vis d'elle des produits déposés chez eux.

ART. 4. — La cession à des particuliers des combustibles liquides et des huiles de graissage pour moteurs est subordonnée à la présentation par l'ache-

teur d'un bon d'achat signé par le commandant de cercle ou chef de subdivision. Ce bon est conservé par le vendeur comme pièce comptable lui servant de décharge vis-à-vis de l'autorité administrative. Il joint ces bons à l'appui des états mensuels de stocks qu'il fournit à l'administration.

Tout débitant est tenu de délivrer, aux prix fixés à la mercuriale établie par le chef du territoire, les quantités de produits portées sur les bons régulièrement établis.

ART. 5. — Toute personne pouvant faire état de motifs impérieux d'effectuer un déplacement, sans qu'il lui soit possible d'emprunter un service de transport ouvert au public, recevra de l'autorité administrative locale (commandant de cercle ou chef de subdivision) :

1<sup>o</sup> — Une autorisation d'effectuer en voiture particulière un trajet déterminé : pièce à remettre en fin de parcours à l'autorité administrative locale ;

2<sup>o</sup> — Un ou plusieurs bons d'achat pour une quantité totale de combustibles liquides et huiles de graissage correspondant à la consommation que nécessite le trajet à accomplir.

ART. 6. — Les personnes ci-après désignées peuvent recevoir du commandant de cercle sur leur demande, une autorisation permanente leur donnant droit à l'obtention des bons d'achat délivrés par l'autorité administrative locale. Ce sont :

a) Les particuliers ou les entreprises dont les véhicules sont exemptés de réquisition par décision du gouverneur ;

b) Les particuliers ou les entreprises possédant un moteur, ou un appareil, ménager, d'éclairage ou de chauffage, dont l'emploi leur est habituel et reconnu indispensable et dont le fonctionnement nécessite l'un quelconque des produits visés par le présent arrêté ;

c) Les commerçants débitant les hydrocarbures au détail pour des besoins minimes (essence pour briquets, ou pour le détachage des tissus par des particuliers, pétrole pour nettoyage des moteurs) ;

d) Les commerçants spécialisés dans le détachage des tissus.

Ces dernières catégories de commerçants ne pourront recevoir des bons d'achat pour les quantités supérieures à deux caisses à la fois.

L'autorité administrative locale qui délivre un bon d'achat en porte la mention sur le verso de la carte de l'intéressé. En cas de consommation apparemment exagérée, ils pourront être soumis, par l'autorité administrative supérieure, à une enquête, et, le cas échéant, à un rationnement d'office contre lequel ils n'auront aucun recours.

ART. 7. — Le transport de combustibles liquides et huiles de graissage (à l'exception de ce qu'en contiennent dans la limite des quantités autorisées, les réservoirs et carter des véhicules en circulation) ; doit faire l'objet d'une autorisation ou d'un ordre de transport délivré par l'autorité administrative locale.

ART. 8. — Les cartes permanentes, autorisations de circulation, et permis ou ordre de transport, sont strictement personnels, ils doivent être présentés à toute réquisition des agents de l'administration ou de la force publique : ceux-ci pourront toujours non seulement faire arrêter les véhicules mais procéder à toutes opérations utiles pour vérifier que les produits transportés sont en concordance avec les indications portées sur les papiers susceptibles d'être produits pour justifier leur quantité ou leur nature.

ART. 9. — Toute personne ayant commis ou favorisé une infraction aux stipulations du présent arrêté sera passible de poursuites devant les tribunaux français compétents conformément aux lois et textes en vigueur.

ART. 10. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 11. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 512 T. P. du 15 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française, promulgué par arrêté général du 23 juillet 1940 ;

Vu les arrêtés 629 D. N. du 2 septembre 1939 et 104 du 1<sup>er</sup> mars 1941 réglementant la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs ;

Vu l'arrêté 252 du 4 mai 1942 organisant la coordination des transports à l'intérieur du Territoire ;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix, promulguée par arrêté 317 du 6 juin 1942 ;

Vu l'arrêté général du 13 juillet 1942 portant délégation des pouvoirs aux gouverneurs et chef de territoire en matière de prix et stocks ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 629 D. N. du 2 septembre 1939, modifié par l'arrêté 104 du 1<sup>er</sup> mars 1941, qui réglemente la circulation, la détention, l'utilisation et la mise en vente des combustibles liquides (hydrocarbures, alcool, etc...) et huiles de graissage pour moteurs (y compris celles d'origine végétale), est complété comme suit :

Art. 4. — *Ajouter.* — « La délivrance de bons d'achat par les autorités administratives est subordonnée à l'autorisation du service des transports chargé par l'arrêté 252 du 4 mai 1942 susvisé de la répartition des carburants et lubrifiants pour l'exécution du plan de transports. Par dérogation à ce qui précède et dans un but de simplification, le service des transports se réserve de vendre directement aux particuliers l'huile végétale de graissage qu'il fabrique ».

Art. 6. — (Annule et remplace le précédent article six).

Les personnes ci-après désignées peuvent recevoir du chef du service des transports spécialement habilité à cet effet par le commissaire de France une autorisation permanente leur donnant droit à l'obtention de bons d'achat délivrés par l'autorité administrative :

1<sup>o</sup> — Les particuliers ou les entreprises dont les véhicules sont exemptés de réquisition par application

de l'article 10. du décret du 5 décembre 1935, promulgué par arrêté 256 du 26 mai 1937;

2° — Les exportateurs, commerçants, entreprises ou particuliers dont les véhicules sont utilisés dans les conditions de charge maxima exclusivement au transport des produits du cru, par les itinéraires les plus courts entre le lieu de production et la voie ferrée (ou le port fluvial et lagunaire lorsque l'utilisation de la voie d'eau permet de réduire le trajet routier) et dans les conditions fixées par le plan de transports routiers;

3° — Les particuliers ou les entreprises possédant un moteur ou un appareil ménager d'éclairage ou de chauffage, dont l'emploi leur est habituel et reconnu indispensable et dont le fonctionnement nécessite l'un quelconque des produits visés par le présent arrêté.

Il est délivré une autorisation distincte par véhicule.

L'autorisation permanente de circuler pourra être refusée aux véhicules ayant une trop forte consommation par rapport à leur charge utile.

Sans préjudice des sanctions encourues pour utilisation des combustibles liquides ou huile de graissage à une destination détournée, l'autorisation permanente pourra être retirée à tout moment si le propriétaire soit utilise mal la capacité du chargement, soit ne se conforme pas aux instructions qui lui sont données pour l'exécution du plan de transports routiers, et en particulier utilise son véhicule sur des itinéraires interdits (routes doublées par voies ferrées ou lagunes).

Le conducteur doit toujours conserver avec lui et présenter, sauf impossibilité, à chaque voyage au visa des autorités administratives le carnet valant autorisation permanente de circuler, où sont inscrits outre les quantités mensuelles de combustibles liquides et huiles de graissage allouées et délivrées, les transports effectués avec indication des parcours et tonnage.

Art. 9. — (Annule et remplace le précédent article neuf).

Toute personne ayant commis ou favorisé une infraction aux stipulations du présent arrêté sera passible de poursuite devant les tribunaux français, et des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 2. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le commissaire de police de Lomé, et tous les agents assermentés à cet effet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1942.

P. SALICETI.

#### Indemnité

ARRETE N° 294 F. du 22 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde ensemble les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 543 du 1<sup>er</sup> octobre 1933 sur le supplément local;

Vu l'arrêté n° 709 P. du 2 avril 1929 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française abrogeant les dispositions de l'article 81 de l'arrêté du 17 mai 1922 portant règlement sur les accessoires de solde;

Le conseil d'administration entendu;  
Sous réserve d'approbation ministérielle;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 543 du 1<sup>er</sup> octobre 1933 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les fonctionnaires, employés et agents des cadres locaux européens originaires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, et des territoires du Cameroun et du Togo placés sous mandat français perçoivent un supplément de solde dit « indemnité spéciale de charges ».

Ce supplément est fixé au quart de la solde de présence.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par D. M. n° 4897 du 24 août 1942).

#### Régime pénitentiaire

N° 504 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de France en date du 8 septembre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une commission de surveillance qui a juridiction sur toutes les prisons du Territoire où sont détenus les individus de statut européen. Elle a son siège à Lomé et est composée ainsi qu'il suit :

#### Président :

Le président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance.

#### Membres :

Le chef du service de santé ou son représentant;  
Le chef du service des travaux publics ou son représentant;

Le chef du bureau des finances;

Le chef du bureau des affaires politiques et administratives;

Le commandant de cercle de Lomé, directeur de la prison de Lomé.

En cas d'empêchement justifié d'un des membres il y est suppléé par décision du commissaire de France.

ART. 2. — L'arrêté n° 493 du 28 août 1941 sur le régime pénitentiaire en matière de justice française est abrogé.

#### Enseignement

ARRETE N° 505 E. du 8 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 portant création du cours supérieur d'enseignement;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2 (nouveau). — Le cours supérieur a pour but de préciser et compléter les connaissances acquises dans les écoles régionales.

Le recrutement est effectué parmi les élèves ayant obtenu le certificat de fin d'études primaires n'ayant pas plus de 15 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année scolaire. La limite d'âge pourra être reculée d'un an en faveur des candidates.

Ce recrutement se fera par ordre de mérite d'après le nombre de points obtenus au certificat d'études primaires; si deux candidats ont le même nombre de points la préférence sera donnée au plus jeune. La liste d'inscription sera définitivement close un mois avant la rentrée.

Le nombre des élèves du cours supérieur ne peut dépasser 30 par cours.

ART. 2. — Le chef du service de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 septembre 1942.

P. SALICETI.

### Kapock

ARRETE N° 508 A. E. du 10 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et notamment l'article 2;

Vu la lettre 314 s. e/p. du 3 septembre du haut-commissaire donnant approbation au barème de frais du kapock campagne 1941-1942;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat du kapock de la campagne 1941-1942, dans les principaux centres, sont fixés comme suit:

	PRIX MAXIMA		PRIX MINIMA	
	QUALITÉ supérieure	QUALITÉ moyenne	QUALITÉ supérieure	QUALITÉ moyenne
Sokodé . . . .	2.272	1.803	2.100	1.650
Lama-kara . . .	1.511	1.061	1.361	911
Bassari . . . .	1.634	1.184	1.484	1.034

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 10 septembre 1942.

P. SALICETI.

### Enseignement

N° 657 E. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du 10 septembre 1942:

ARTICLE PREMIER. — Les élèves des cours supérieurs de Lomé, d'Atakpamé et de Sokodé sont autorisés à suivre, dans les différents services techniques, un stage de travaux pratiques. Les cours auront lieu soit le matin, soit l'après-midi, l'autre demi-journée étant réservée à l'enseignement général.

ART. 2. — La répartition des élèves dans les différents services sera faite après accord avec les services intéressés:

A Lomé, par le chef du service de l'enseignement;

A Atakpamé et Sokodé, par le commandant du cercle, sur proposition du directeur de l'école régionale.

ART. 3. — A la fin du stage, le directeur du service intéressé remettra à chaque élève un certificat portant appréciations sur son assiduité, son caractère, ses aptitudes et son travail.

ART. 4. — Ces travaux pratiques constituent seulement un exercice scolaire qui ne peut engager l'administration à prendre à son service, à la fin du stage, les élèves qui l'auront suivi. Ceux-ci conserveront cependant un droit de priorité lors de demandes d'emploi éventuelles.

Par décision n° 679 F./Pel. du:

14 septembre 1942. — Un concours pour l'admission dans le cadre des instituteurs aura lieu à Lomé les lundi 30 novembre 1942 et jours suivants.

Le nombre de places mises au concours est fixé à cinq.

Ne peuvent faire acte de candidature que les moniteurs et agents auxiliaires titularisés de l'enseignement officiel.

### Transports

DECISION N° 680 A. E. du 14 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2521 s. e/c. du 17 juillet 1942 portant création d'un contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 2398 s. e/c. du 13 juillet 1942 définissant le mode de publicité des prix;

Vu l'arrêté local n° 369 du 7 juillet 1942 créant au Togo un service de contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté local n° 370 du 7 juillet 1942 portant création au Togo d'une commission des prix;

Vu l'arrêté n° 2928 s. e/p. en date du 22 août 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française instituant une caisse de péréquation des transports;

Vu la circulaire 790 s. e/p. du 27 août 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

DECIDE:

ARTICLE PREMIER. — M. Laporte, commis principal de la trésorerie du Togo, est chargé du contrôle et de la surveillance de la caisse locale de péréquation des transports instituée par l'arrêté n° 2928 s. e/p. en date du 22 août 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 septembre 1942.

P. SALICETI.

**Droit de préemption**

N° 681 A. E. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du 14 septembre 1942 :

*Article Premier* (nouveau). — Le chef du bureau des affaires économiques ou son délégué est chargé d'exercer le droit de préemption de l'autorité administrative dans les ventes aux enchères ou à cri public dans les conditions fixées par l'arrêté n° 490 s. E. en date du 4 février 1942.

**Huiles végétales**

ARRETE N° 513 T. P. du 15 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 165;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le prix de l'huile végétale lubrifiante pour moteurs à explosion vendue par le chemin de fer du Togo est fixé à 15 francs le litre. Ce prix net de toutes majorations, est identique pour tous les cessionnaires, administration ou particuliers. Il est uniforme pour tous les dépôts du Territoire.

La délivrance se fait contre remise de tickets détachés par le dépositaire d'une carte valant 100 litres d'huile en vente à la caisse centrale du chemin de fer du Togo.

Les demandes de cartes sont adressées au service des transports, qui les instruit dans le cadre des règlements en vigueur.

ART. 2. — Les recettes provenant de la vente des cartes seront inscrites en recettes au chapitre II, article 2 — Recettes des cessions du budget annexe.

ART. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1942.

P. SALICETI.

**Forces de police**

ARRETE N° 515 B. M. du 16 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des agents des forces de police servant dans la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 68 du 31 janvier 1934 fixant les taux de l'indemnité de cherté de vie allouée aux agents des forces de police servant dans la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 158 du 11 mars 1942 fixant le taux du supplément provisoire de traitement attribué aux agents des cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le tarif des soldes des gardes cercles du Togo est fixé comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1942 :

GRADES	SOLDE ANNUELLE (y compris supplément provisoire)	SOLDE MENSUELLE	OBSERVATIONS
Adjudant-chef. . .	10.080	840	
Adjudant . . .	9.120	760	
Brigadier-chef 1 <sup>re</sup> cl.	8.400	700	
Brigadier-chef 2 <sup>e</sup> cl.	7.680	640	
Brigadier 1 <sup>re</sup> classe.	7.200	600	
Brigadier 2 <sup>e</sup> classe.	6.840	570	
Garde 1 <sup>re</sup> classe . .	6.000	500	
Garde 2 <sup>e</sup> classe . .	5.340	445	

ART. 2. — Les taux des indemnités pour charges de famille et de cherté de vie allouées aux gardes cercles restent ceux fixés par les arrêtés n°s 66 et 68 du 31 janvier 1934 susvisés.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 septembre 1942.

P. SALICETI.

**Brigade de gendarmerie**

ARRETE N° 516 A. P. A. du 17 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'ordonnance organique du 7 septembre 1840;

Vu les décrets des 20 mai 1903 et celui du 3 février 1914, abrogé et remplacé par le décret du 17 juillet 1933 sur le service de la gendarmerie;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 31 janvier 1935 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 21 mai 1933 réglementant l'exercice de la police judiciaire en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général du 3 septembre 1941 organisant la direction de la sûreté générale de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 759 du 27 décembre 1941 portant organisation des services de police générale au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 284 du 25 juillet 1942 de M. le haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu la circulaire n° 699 p. s. du 27 août 1942 de Monsieur le haut-commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une brigade de gendarmerie dans le territoire du Togo dont le siège est fixé à Lomé.

ART. 2. — La brigade de gendarmerie du Togo est chargée d'exercer la police préventive et répressive et d'assurer le maintien de l'ordre. Elle surveille les agissements de nature à porter atteinte à la sûreté du Territoire.

ART. 3. — L'effectif provisoire de la brigade de gendarmerie du Togo est fixé comme suit :

- 1 maréchal des logis-chef, commandant la brigade;
- 2 gendarmes.

ART. 4. — Les chefs de brigade et de poste de gendarmerie exécuteront le service de surveillance et de police suivant les règles édictées par les décrets des 20 mai 1903 et 3 février 1914 sur le service de la gendarmerie.

ART. 5. — Les chefs de poste peuvent en outre être chargés des fonctions spéciales ci-après désignées : agent d'hygiène, agent ambulant de perception des impôts, porteur de contraintes, collecteur des taxes et marchés, abattoirs et de droits divers, préposé à la fourrière, chargé de la tenue des registres de l'état-civil, surveillant-chef des prisons locales.

ART. 6. — La nomination d'un militaire de la gendarmerie à l'exercice de l'une ou plusieurs des fonctions énumérées à l'article précédent est prononcée suivant les dispositions réglementaires applicables à chaque cas par décision du gouverneur.

ART. 7. — Les chefs de brigade et de poste reçoivent directement des administrateurs responsables de leur territoire toutes les instructions relatives à la police générale; ils les exécutent et rendent compte directement à l'administrateur. Ils exécutent également tous les services que les administrateurs croiront devoir leur demander.

ART. 8. — Les commandants de brigade et de poste de gendarmerie correspondent par l'intermédiaire du commandant de cercle avec le chef du service de la sûreté du Territoire et avec les commissaires de police pour tout ce qui a trait à l'ordre public et à la sûreté générale. En cas d'urgence ils peuvent adresser cette correspondance directement sous réserve d'en rendre compte aussitôt à l'administrateur.

ART. 9. — Les administrateurs commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 septembre 1942.

P. SALICETI.

#### Véhicules automobiles

ARRETE N° 519 T. P. du 19 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi n° 379 du 14 mars 1942 promulguée par arrêté n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté 306 du 28 mai 1942 portant recensement des véhicules automobiles;

Vu l'arrêté général 1983 T. P. du 3 juin 1942 sur le recensement, la circulation et la vente des véhicules automobiles et notamment l'article 7;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application de l'article 7 de l'arrêté 1983 T. P. susvisé, les véhicules déjà visités par la commission prévue à l'arrêté 306 du 28 mai 1942 seront considérés comme recensés. Les propriétaires devront retirer aux bureaux du cercle les papillons à coller sur la carte grise, et y signer les fiches de renseignements remplies par la commission.

ART. 2. — Les propriétaires désirant faire établir les fiches des véhicules non encore visités devront les présenter aux heures ouvrables :

Au garage central à Lomé ou au garage annexe de Sokodé.

Le chef du garage central et le chef de la subdivision des travaux publics du nord ont qualité pour établir les fiches de renseignements et délivrer les papillons.

Le recensement 1942 se terminera le 15 octobre 1942.

Le recensement 1943 s'effectuera du 1<sup>er</sup> janvier au 15 février 1943.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 septembre 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 520 T. P. du 19 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 promulgué au Togo par arrêté 634 D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 promulgué au Togo par arrêté 593 du 10 novembre 1939;

Vu la loi du 14 mars 1942 promulguée au Togo par arrêté du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général 2416 S. E. du 17 juillet 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les véhicules automobiles existants au Togo et appartenant à des particuliers ou à des sociétés privées, pourront faire l'objet de réquisitions de propriété, lorsque ces véhicules ne seront pas utilisés par leurs propriétaires actuels au mieux de l'intérêt général, notamment dans les cas suivants :

Véhicules immobilisés pour quelque cause que ce soit : panne, défaut d'équipement non motivé aux carburants de remplacement, ...;

Véhicules ayant fait l'objet d'au moins un procès-verbal pour contravention au code de route (surcharges notamment) ou à tous règlements intérieurs de circulation en vigueur ou qui interviendront ultérieurement (transport de produits interdits, itinéraires défendus, retours à vide non autorisés, etc...).

ART. 2. — La réquisition sera ordonnée par le commissaire de France sur proposition du chef du

service des transports, après avis du représentant local du groupement professionnel des transports routiers.

ART. 3. — En même temps que la décision de réquisition, ou dans le mois qui suivra, sera prise une décision affectant ce véhicule aux seuls transports d'intérêt général (ravitaillement de la métropole ou des régions déficitaires de la fédération).

L'exploitation de ce véhicule sera confiée soit à un organisme administratif, soit à un particulier ou à une société privée, dans ce cas les conditions de l'exploitation seront précisées par une convention passée entre la colonie et le particulier ou la société.

Le chef du service des transports sera chargé de contrôler la bonne exécution de la convention.

Les infractions à la convention seront punies des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 septembre 1942.

P. SALICETI.

#### Produits vivriers

N° 521 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

19 septembre 1942. — L'article premier de l'arrêté n° 466 A. E. du 26 août 1942 est complété comme suit :

« Et de l'igname vendue sur le marché classé « d'Anié ».

#### Douanes

ARRETE N° 528 D. du 24 septembre 1942:

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France notamment les articles 97 (transit), 108 (entrepôt) et 118 ainsi conçu :

« Outre les pouvoirs déterminés par les autres dispositions du présent décret, le Commissaire de la République peut prendre des arrêtés à l'effet de créer ou supprimer les bureaux des douanes et de déterminer les marchandises auxquelles ils seront ouverts à l'importation et à l'exportation ainsi que les opérations qui y sont effectuées;

« Régler les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux ».

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature des bureaux et postes de douanes du Togo placé sous le mandat de la France, les heures d'ouverture et de fermeture de ces bureaux et postes ainsi que les opérations auxquelles ils seront ouverts sont fixées par le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 septembre 1942.

P. SALICETI.

#### ANNEXE à l'arrêté n° 528 du 24 septembre 1942.

Liste des bureaux et postes de douane du Togo placé sous mandat français avec leurs heures d'ouverture et leurs attributions classés dans l'ordre géographique.

#### ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES

##### Importation :

T. M. I. — Ouvert à l'entrée de toutes les marchandises;

M. I. — Ouvert à l'entrée de toutes les marchandises à l'exclusion de celles prohibées, contingentées ou soumises à certaines restrictions générales;

F. I. — Ouvert seulement au trafic frontalier.

##### Exportation :

T. M. E. — Ouvert à la sortie de toutes les marchandises;

M. E. — Ouvert à la sortie de toutes les marchandises à l'exclusion de celles prohibées ou soumises à certaines restrictions générales;

F. E. — Ouvert seulement au trafic frontalier.

##### Admission temporaire :

A. T. — Ouvert à toutes les opérations.

##### Transit ordinaire :

T. — Ouvert à toutes les opérations.

##### Transit international :

T. I. — Ouvert au transit international.

##### Entrepôt :

E. F. — Entrepôt fictif ouvert à toutes les opérations;

E. S. H. M. A. — Entrepôt spécial des huiles minérales destinées à l'aviation.

##### Navigation aérienne :

A. — Aérodrome;

H. — Hydrobase;

S. P. — Service permanent;

S. I. — Service intermittent.

##### Trafic postal :

C. P. — Centre principal de contrôle postal;

C. S. — Centre secondaire de contrôle postal.

##### Tourisme :

T. P. — Poste ouvert au tourisme jour et nuit (dimanches et fêtes);

P. R. — Poste ouvert au tourisme pendant la journée seulement de 6 heures à 18 heures (dimanches et fêtes compris).

NOMENCLATURE DES BUREAUX ET POSES	HEURES D'OUVERTURE	ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES								TOURISME	OBSERVATIONS	
		Importation	Exportation	Admission temporaire	Transit ordinaire	Transit international	Entrepôt	Navigation aérienne	Traffic postal			
Frontière de Gold Coast												
Dapango Poste	6 h. à 18 h.	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP	(1) les agents des douanes ne se trouvent pas à l'aérodrome. Ils doivent être mandés par les usagers.	
Mango Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Badou Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Klouto Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Kpadapé Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Batomé Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Zolo Poste	—	FI	FE	—	—	—	—	—	—	—		
Noépé Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Segbé Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	—	PP	
Kwadjevikopé (Allao) Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	PP		
Frontière Maritime												
Lomé Bureau	7 h. 30 à 12 h.	MI	TME	AT	T	—	EF	ASI(1)	CP	PP	PP	
Frontière Dahomey												
Illakondji Poste	6 h. à 18 h.	MI	ME	—	—	—	—	—	—	—		
Agouégan Poste	—	MI	ME	—	—	—	—	—	—	—		
Agomé-Glozou Poste	—	FI	FE	—	—	—	—	—	—	—		
Tokpli Poste	—	FI	FE	—	—	—	—	—	—	—		

### Enseignement professionnel

N° 701 T. P. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du 24 septembre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — La date des vacances pour l'année scolaire 1942 à l'école professionnelle de Sokodé est fixée du 1<sup>er</sup> décembre 1942 au 31 janvier 1943 inclus.

ART. 2. — Les examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé auront lieu les 2, 3, 4 et 5 novembre 1942 à Sokodé et commenceront le 2 novembre à 7 heures du matin.

### Articles textiles

ARRETE N° 531 A. E. du 26 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 269 s. E./C. du 22 janvier 1942 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique et l'arrêté n° 1986 s. E./C. du 3 mars 1942 le modifiant;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et de stocks;

Vu l'arrêté général n° 2521 s. E./C. du 17 juillet 1942 portant création d'un contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 2398 s. E./C. du 13 juillet 1942 définissant le mode de publicité des prix;

Vu l'arrêté local n° 369 du 7 juillet 1942 créant au Togo un service de contrôle des prix et stocks;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des fils, filets, tissus et objets confectionnés en tissus soumis à la déclaration mensuelle des stocks est interdite à partir du 25 de chaque mois jusqu'au dernier jour inclus du mois.

ART. 2. — Dans les établissements de vente au détail, le contingent de textiles débloquent pour le mois suivant, ainsi que les invendus du mois précédent, seront disposés d'une façon apparente en vitrine ou sur les rayons.

ART. 3. — Pour permettre un contrôle des cartes présentées par la clientèle, chaque commerçant devra faire parvenir au chef du service du contrôle des stocks et des prix un avis préalable fixant les dates et les heures de la mise en vente des textiles.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues aux chapitres 1<sup>er</sup> et 2 du titre III de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Le chef du service du contrôle des prix et stocks est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 26 septembre 1942.

P. SALICETI.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****PERSONNEL EUROPÉEN****Personnel des cadres locaux de l'A. E. F.**

*EXTRAIT de l'arrêté n° 3107 du 8 septembre 1942 :*

L'arrêté n° 344 du 27 janvier 1942 (*publié au Togo le 16 avril 1942*) est complété comme suit en ce qui concerne M. Naudé Roger, contrôleur principal de 2<sup>e</sup> classe du cadre local des eaux et forêts de l'A. E. F.

M. Naudé conserve, dans son grade actuel, un reliquat d'ancienneté d'un an.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Agents auxiliaires****Titularisation**

Par décision n° 668 F./Pel. du :

12 septembre 1942 — Les agents auxiliaires stagiaires ci-après sont titularisés et reclassés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 :

Mlle. Brassard Paulette, agent auxiliaire à 1.200 francs.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Agents auxiliaires****Révocation**

Par décision n° 696 F./Pel. du :

22 septembre 1942. — L'agent auxiliaire Komlan Christian est révoqué pour abandon de poste.

**Gardes frontières****Suspension de fonction**

Par arrêté n° 506 F./Pel. du :

9 septembre 1942. — Sont suspendus de leurs fonctions, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1942, date de leur mise sous mandat de dépôt, jusqu'à intervention de la décision du tribunal compétent, les gardes-frontières dont les noms suivent :

Dossavi Alphonse Ayité, Sédodo Gbadassi, Wallace Faustin.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, les intéressés n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement de présence, dégagé de tous accessoires de solde.

**DIVERS****Bourse d'études**

Par décision n° 690 E. du :

18 septembre 1942. — Le premier paragraphe de la décision n° 822 du 19 novembre 1941 est modifié ainsi qu'il suit :

« Une bourse d'études de Trois mille six cents francs (3.600 frs.) est accordée, pour l'année scolaire 1941-1942, à M. d'Almeida Alex, élève au « Lycée Faidherbe de Saint-Louis ».

**Commissions**

Par décision n° 662 A. E. du :

11 septembre 1942. — La commission instituée par la décision n° 111 S. E. en date du 23 mars 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française est composée comme suit :

**Président :**

M. le commissaire de France au Togo ou son délégué.

**Représentant de l'administration civile :**

M. Sanson, administrateur des colonies.

**Représentants de l'armée :**

M.M. le lieutenant Fantou, de l'infanterie coloniale;  
Le lieutenant Galand, de l'artillerie coloniale.

**Rapporteur :**

M. Dantec, adjoint principal des services civils.

Par décision n° 683 C. F. T. du :

16 septembre 1942. — Une commission composée de :

M. le conseiller Marchand, procureur de la République . . . . . **Président**  
M.M. Trosselly, agent de la S.C.O.A., } **Membres**  
de Souza Félicio, notable.

tous les trois membres du conseil d'administration, se réunira, sur la convocation de son président, et dans la première décade du mois d'octobre, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf de l'exercice 1941, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnancement du dit budget.

**Enseignement**

Par décision n° 661 E. du :

11 septembre 1942. — Sont admis, par ordre de mérite, en 1<sup>re</sup> année de l'école primaire supérieure de Lomé, les élèves dont les noms suivent :

- 1<sup>o</sup> — Creppy Hézékiah;
- 2<sup>o</sup> — d'Almeida Barthélemy;
- 3<sup>o</sup> — Eklou Paulin;
- 4<sup>o</sup> — Koukou Emmanuel;
- 5<sup>o</sup> — Brym Moudjibou;
- 6<sup>o</sup> — Sitti Grâce;
- 7<sup>o</sup> — Kentzler Beauty;
- 8<sup>o</sup> — Hountogbé Gabriel;
- 9<sup>o</sup> — Lawson Alphonse;
- 10<sup>o</sup> — Gonçalves Sébastien;
- 11<sup>o</sup> — Adjamagbo Bernard;
- 12<sup>o</sup> — Dravie Paul;
- 13<sup>o</sup> — Afangbon Comlanvi;
- 14<sup>o</sup> — Tessy Francisco;
- 15<sup>o</sup> — Dossou Gaston;
- 16<sup>o</sup> — Agbagla Alphonse;
- 17<sup>o</sup> — Byll Benjamin;
- 18<sup>o</sup> — d'Almeida Christian;
- 19<sup>o</sup> — Ajavon Charles;
- 20<sup>o</sup> — Amenyah Godwin.

Les bourses que la chambre de commerce a été autorisée à accorder par décision n° 637 E. du 29 août 1942 sont attribuées aux élèves suivants :

Agbémagnon N'Sougan, Kpoti Augustin, Amétowu Martin.

La présente décision aura effet pour compter du 14 septembre 1942.

### Secours

Par décision n° 677 F. du :

14 septembre 1942. — Il est alloué, pour l'année 1942, un secours temporaire de Neuf cents francs (900 frs.) au nommé Azi, domicilié à Lomé.

Cette allocation sera payable par trimestre et à terme échu.

Par arrêté n° 524 F. du :

22 septembre 1942. — Est renouvelé pour une période de 3 ans, à compter du 1er octobre 1942, le secours temporaire de Mille deux cents francs (1.200 frs.) par an qui a été accordé par arrêté n° 694 du 23 décembre 1939 à madame Joséphine Daniel Brym, veuve de l'ex-commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe Brym Daniel, décédé à Lomé le 6 septembre 1939.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

### Surveillance des prix

#### Prix de vente homologués le 7 septembre 1942

##### EYCHENNE

Vichy flore — Le paquet . . . . .	11,90
Enveloppes — Le cent . . . . .	10,70
Pochettes — Les 10 . . . . .	7,20
Foulard rayonne — La pièce de 7 . . . . .	144,30
Aspirine — Le tube . . . . .	4,75
Apéritif Moscatel — Le litre . . . . .	49,—
Apéritif Moscatel — Le sixain . . . . .	5.684,—

##### S. C. O. A.

Vermouth Torino — Le litre . . . . .	54,70
Quinquina rouge — Le litre . . . . .	59,25
Malaga Moscatel Muscat — Le litre . . . . .	53,85
Petits pois — Boîte 4/4 . . . . .	26,15
Petits pois — Boîte 4/4 . . . . .	20,75
Petits pois — Boîte 1/2 . . . . .	11,45
Petits pois — Boîte 4/4 . . . . .	18,05
Sardine — Boîte . . . . .	9,95
Haricot vert n° 1567 — Boîte . . . . .	26,90
Haricot vert n° 1568 — Boîte . . . . .	24,35
Haricot vert n° 1569 — Boîte . . . . .	19,35
Haricot vert n° 1570 — Boîte . . . . .	15,70
Haricot vert n° 1571 — Boîte . . . . .	20,35
Haricot vert n° 1572 — Boîte . . . . .	11,15
Petits pois n° 1427 — Boîte . . . . .	13,60
Petits pois n° 1421 — Boîte . . . . .	11,—
Petits pois n° 1429 — Boîte . . . . .	9,70
Petits pois n° 1430 — Boîte . . . . .	21,—
Petits pois n° 1431 — Boîte . . . . .	27,75
Petits pois n° 1432 — Boîte . . . . .	19,95
Petits pois n° 1433 — Boîte . . . . .	14,80
Pâtes alimentaires — Le paquet 25 grs. . . . .	5,90
Pâtes alimentaires — Le paquet . . . . .	7,30

#### Prix de vente homologués le 9 septembre 1942

##### S. C. O. A.

Thons entier — Boîte 4/4 . . . . .	69,50
Thons entier — Boîte 1/8 . . . . .	8,60
Vermouth Cinzano — La bouteille . . . . .	53,25
Dubonnet — La bouteille . . . . .	54,15
Cognac Martel — La bouteille . . . . .	89,50
Cognac Cordon bleu — La bouteille . . . . .	173,—
Cognac Hennessy — La bouteille . . . . .	91,25
Vermouth Empire — La bouteille . . . . .	55,45
Vermouth Noilly Prat — La bouteille . . . . .	51,45
Rhum Maroni — La bouteille . . . . .	60,95
Chocolat Menier — Tablette 250 grs. . . . .	9,05
Chocolat Menier — Tablette 125 grs. . . . .	4,85
Tabac national — Le paquet . . . . .	4,50
Cigarettes nationales — Le paquet . . . . .	2,75
Cigarettes nationales — La cartouche . . . . .	68,75
Tony Quinquina Moscatel — Le litre . . . . .	53,20
Vinaigre — Le litre . . . . .	10,65

##### FOUAD JAZZAR

Poudre de talc — La boîte . . . . .	6,45
-------------------------------------	------

##### U. A. C.

Ciment Portland Flambeau — Le sac de 50 kgs. . . . .	99,50
--	-------

## Textes publiés à titre d'information

### Conditions d'accèsion des agents forestiers des cadres locaux au cadre général des eaux et forêts des colonies

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE ET AU RAVITAILLEMENT ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 12 février 1938 portant organisation du service des eaux, forêts et chasses aux colonies;

Vu le décret du 7 août 1939, fixant les conditions de détachement aux colonies des officiers des eaux et forêts du cadre métropolitain et algérien, ainsi que le recrutement et l'instruction du personnel colonial à l'école nationale des eaux et forêts;

### ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — Les modalités du concours prévu par l'article 11 du décret du 12 février 1938 et l'article 10 du décret du 7 août 1939 pour l'admission des agents forestiers des cadres locaux à l'école nationale des eaux et forêts sont fixées ainsi qu'il suit.

ART. 2. — Ne peuvent prendre part au concours que les agents européens ou assimilés des cadres forestiers locaux réunissant au moins quatre ans de services dans leurs cadres, dont trois années passées effectivement aux colonies. Un candidat ne peut se présenter plus de trois fois au concours.

ART. 3. — Le concours dont la date est fixée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies est annoncé au *Journal officiel* de l'Etat français. Les chefs de possession, avisés par câblogramme, font paraître immédiatement un avis au *Journal officiel* de chaque colonie intéressée.

ART. 4. — Les demandes d'inscription sont adressées :

Par les candidats présents en France, au secrétariat d'Etat aux colonies ;

Par les candidats en service aux colonies, au gouverneur de la colonie où ils résident.

ART. 5. — Les gouverneurs font connaître, avec leur avis, au secrétaire d'Etat, les noms des candidats.

Le secrétaire d'Etat arrête définitivement la liste et en avise les chefs de possession, ceux-ci lui adressent les dossiers des candidats admis à subir les épreuves.

ART. 6. — Le concours est placé sous le contrôle d'un jury nommé par arrêté interministériel (agriculture-colonies) et composé comme suit :

*Président :*

Le directeur des affaires économiques du secrétariat d'Etat aux colonies.

*Membres :*

Un chef de bureau ou un sous-chef de l'administration centrale ;

Le directeur de l'école nationale des eaux et forêts ;

Un officier des forêts désigné par le directeur général des forêts ;

Le conseiller technique pour les forêts du secrétariat d'Etat aux colonies ;

Un inspecteur des colonies.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des membres du jury, il est pourvu à son remplacement par voie d'arrêté interministériel (agriculture-colonies).

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 7. — Les épreuves du concours, exclusivement écrites, sont subies :

En France, au secrétariat d'Etat aux colonies ;

Aux colonies, au chef-lieu de chacun des territoires.

ART. 8. — Le concours comprend, outre les épreuves écrites, l'appréciation par le jury des notes données aux candidats par leurs chefs hiérarchiques.

La nature et la durée des épreuves écrites, les coefficients attribués à ces épreuves ainsi qu'à l'appréciation des notes sont fixés ainsi qu'il suit :

	Coefficients
Composition française (durée : 4 heures) . . .	10
Géographie (durée : 2 heures) . . .	4
Mathématiques (applications simples durée : 3 heures) . . .	4
Sciences naturelles (deux compositions portant au choix du jury sur deux des trois matières suivantes, savoir : biologie animale, biologie végétale, géologie, chacune de ces deux compositions affectée du coefficient 5 ; durée totale : 4 heures)	10
Appréciation par le jury des notes des candidats	10
Total . . .	38

ART. 9. — Les diverses épreuves sont cotées de 0 à 20. Sont exclus d'office les candidats qui n'auraient pas obtenu une moyenne générale au moins égale à 12, compte tenu, éventuellement, des majorations indiquées ci-après.

De même, toute note inférieure à 10 en composition française, à 8 en sciences naturelles, à 15 comme note donnée par le jury est éliminatoire.

ART. 10. — Les majorations de points ci-après sont accordées aux candidats possesseurs d'un des diplômes suivants :

Diplômes d'ingénieur agronome . . .	45
Diplômes de licencié ès sciences . . .	40
Diplôme de l'institut national de la France d'outre-mer . . .	20
Diplôme de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale . . .	20
Diplôme de l'institut agricole d'Algérie, de l'école coloniale d'agriculture de Tunis . . .	20
Diplôme d'ingénieur agricole . . .	20
Diplôme de bachelier . . .	20
Certificat relatif à la première partie des épreuves du baccalauréat . . .	15

Ces majorations ne se cumulent pas.

ART. 11. — Les sujets de composition sont choisis par le jury sur la proposition du directeur de l'école nationale des eaux et forêts, qui doit présenter, à chaque concours, deux sujets sur chaque matière.

Sous le contrôle du président du jury, la question choisie pour chacune des épreuves est reproduite en autant d'exemplaires qu'il y a de centres d'examen. Chaque exemplaire est enfermé dans une enveloppe portant, suivant le cas, la mention « épreuve n° 1 : composition française » ou « épreuve n° 2 : géographie, etc. ». Le président du jury ferme les enveloppes et y appose sa signature.

Ces enveloppes sont classées par groupe destiné à chaque centre d'examen et chaque groupe est enfermé en un pli unique également cacheté et visé par le président du jury et portant la mention « concours pour l'admission des agents des cadres forestiers locaux des colonies à l'école nationale des eaux et forêts ».

ART. 12. — Le pli contenant les sujets de composition est remis à Paris par le président du jury au président de la commission de surveillance, nommée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

Les plis destinés aux colonies sont transmis directement, sous pli recommandé avec accusé de réception, aux présidents des commissions de surveillance des épreuves du concours nommés par les gouverneurs intéressés.

Les présidents de chaque commission de surveillance procèdent, avant chaque épreuve, à l'appel des candidats. L'ouverture du pli contenant les enveloppes est faite en présence de ces derniers.

L'enveloppe portant la mention « épreuve n° 1 » est ensuite ouverte dans les mêmes conditions et le sujet à traiter est immédiatement porté à la connaissance des concurrents.

Il est procédé de la même façon au début de chacune des autres épreuves.

ART. 13. — Les épreuves durent trois jours avec l'horaire suivant :

Premier jour. — Composition française (matin).

Deuxième jour. — Sciences naturelles (matin).

Troisième jour. — Mathématiques (matin) ; géographie (soir).

ART. 14. — Les compositions sont faites sur un papier fourni par l'administration. Elles ne doivent porter ni nom ni signature. Chaque candidat inscrit en tête de ses compositions (dans le coin, à gauche) une devise et un signe à son choix. Il les reproduit sur un bulletin qui porte ses nom, prénoms et signature.

La devise et le signe choisis restent les mêmes pour toutes les compositions.

La première composition et le bulletin placés dans deux enveloppes distinctes, qui en mentionnent le

contenu, sont remis l'un et l'autre par chacun des candidats aux fonctionnaires surveillants.

Les autres compositions sont remises dans les mêmes conditions.

ART. 15. — Les plis contenant chaque série de composition sont réunis dans une même enveloppe, cachetée et scellée par des fonctionnaires surveillants qui inscrivent sur cette enveloppe « concours pour l'admission des agents des cadres forestiers locaux à l'école nationale des eaux et forêts », et signent.

Les plis contenant les bulletins sont placés dans une autre enveloppe portant la même inscription avec le mot « bulletin ».

A la dernière séance, le président de la commission réunit en un seul paquet scellé et visé les enveloppes renfermant les compositions et les bulletins. Il adresse le tout, avec les procès-verbaux de chaque séance, au président du jury si la commission a siégé en France, ou au gouverneur si elle a siégé dans une colonie.

ART. 16. — Le président du jury centralise tous les dossiers du concours. Il conserve les bulletins et remet les compositions aux membres du jury qui les corrigent.

ART. 17. — Le jury, en séance, procède à l'appréciation des notes des candidats. Après l'ouverture des enveloppes contenant les bulletins, les rapprochements nécessaires sont effectués.

Le jury dresse ensuite, par ordre de mérite, suivant le total des points obtenus, la liste des candidats susceptibles d'être admis à l'école nationale des eaux et forêts dans la limite des places fixée par le secrétaire d'Etat aux colonies, en accord avec le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 7 août 1939.

La liste des candidats admis à l'école nationale des eaux et forêts est arrêtée définitivement par le secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 18. — Pendant leur séjour à l'école nationale des eaux et forêts, les agents des cadres forestiers locaux, peuvent à tout moment, pour note insuffisante et sur rapport motivé soit du directeur de l'école, soit du conseiller technique pour les forêts du secrétariat d'Etat aux colonies, être remis par décision du secrétaire d'Etat aux colonies à la disposition de leur colonie d'origine, avec leur grade et leur ancienneté dans leur cadre.

Fait à Vichy, le 23 mai 1942.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture  
et au ravitaillement,*

LEROY-LADURIE.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIE.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### AVIS

##### de recrutement de gardes-frontières

*Huit emplois de gardes-frontières des  
douanes du Togo sont actuellement à pourvoir*

L'article 2 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 et l'article premier de l'arrêté n° 431 du 13 septembre 1936, stipulent que ces emplois sont réservés :

1° — Aux anciens tirailleurs ou miliciens ayant accompli au moins trois années de service, mais n'ayant pas quitté l'armée ou la milice depuis plus de trois ans;

2° — Aux candidats français ou originaires du Territoire, titulaires du certificat d'études primaires élémentaires;

3° — A défaut de candidats remplissant les conditions ci-dessus, aux candidats qui auront réussi à un concours dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 13 septembre 1936 susvisé.

#### *Tout postulant doit produire*

1° — Un extrait d'acte de naissance ou à défaut un acte de notoriété en tenant lieu ou un livret militaire;

2° — Un certificat de bonne conduite du régiment ou de la milice;

3° — Un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

4° — Une fiche judiciaire n° 2 ayant moins de trois mois de date;

5° — Un certificat de visite et de contre-visite délivré par des médecins militaires, constatant qu'ils sont aptes à un service de jour et de nuit et qu'ils ont une taille de 1 m. 65 au moins;

6° — Un certificat du dernier employeur (sauf pour les anciens militaires et agents des forces de police, ayant quitté leur corps depuis moins de trois ans);

7° — Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou miliciens, un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau de performances en usage dans l'armée;

8° — Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou miliciens, une copie certifiée conforme du diplôme du certificat d'études primaires élémentaires;

9° — Une carte d'identité avec photographie.

La solde de début est de 3.000 francs par an majorée des accessoires de soldes et indemnités diverses.

Les demandes accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées au chef du bureau du personnel à Lomé avant le 15 octobre 1942, dernier délai.

Etude de M<sup>e</sup> Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé (Togo)

#### Avis de perte

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier numéro cinq cent soixante-dix-huit (n° 578) inséré au livre foncier du cercle de Lomé, concernant un immeuble appartenant à M. Clément Nikoué.

*Pour deuxième publication* (article 99 du décret du 24 juillet 1906).